



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 16 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12 mars 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SA ENTREPRISE MORONI

Pâtis St Nicolas
La place Royale Sud
Les Echats Les Prés
52100 Perthes

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 mars 2024 dans l'établissement SA ENTREPRISE MORONI implanté Pâtis St Nicolas La place Royale Sud Les Echats Les Prés 52100 Perthes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée afin de contrôler du bon fonctionnement de l'ouvrage d'évacuation réalisé en urgence fin décembre 2023, en prévision d'une soudaine montée des eaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA ENTREPRISE MORONI
- Pâtis St Nicolas La place Royale Sud Les Echats Les Prés 52100 Perthes
- Code AIOT : 0005701020
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les carrières MORONI possèdent cette carrière alluvionnaire, qui est autorisée par l'Arrêté Préfectoral du 30 avril 2009 pour une durée de 25 ans.

D'une superficie de 92 ha 35 a79ca, elle porte sur un ensemble de parcelles regroupées en deux secteurs situées aux abords de la RN4, sur la commune de Perthes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	garantie financière et remise en état	Arrêté Préfectoral du 30/04/2009, article 11.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ouvrage réalisé par l'exploitant agricole en période de crise, est fonctionnel. Il a permis de préserver le bâti agricole, ainsi que son stockage durant l'épisode des hautes eaux de cet hiver.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : garantie financière et remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2009, article 11.2
Thème(s) : Autre, remise en état
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, la remise en état du site affecté par l'exploitation doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation et l'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 2 ans au moins avant l'échéance de l'autorisation.
Constats : Lors de cette visite inopinée, M. MOREAU (exploitant agricole et riverain) indique avoir réalisé une tranchée, qu'il a renforcé de 4 buses en ciment, favorisant l'évacuation du trop plein d'eau vers la carrière Blandin, voisine. La pose de ces buses a également permis de rehausser le terrain, de façon à ce que le grillage séparatif, fraîchement posé, n'autorise plus de passage par-dessous (Voir photos ci-dessous annexe 1). La visite a également permis de constater la présence d'un fossé, créé antérieurement à la montée des eaux. Cet aménagement a très certainement été créé, en période d'exploitation de la carrière, afin d'envoyer le trop plein d'eau dans les bassins « Blandin ». Cet aménagement indique l'ancienneté et la récurrence du phénomène. En tout état de cause, ces actions ont permis de préserver le bâti voisin et le stockage des engrais présents au sol dans le hangar de stockage, potentiellement mené par une montée des eaux, bien qu'ils soient localisés plus haut que la zone d'habitation. (Voir photos ci-dessous annexe 2) Cependant, rien ne laisse présager d'une utilité durable de cet ouvrage. C'est pourquoi, des investigations complémentaires sont nécessaires afin de connaître et comprendre les mécanismes hydrogéologiques locaux. Elles permettront notamment de conclure de la suffisance et du dimensionnement de l'ouvrage à réaliser en cas de forte montée des eaux comme durant l'hiver 2023/2024. En réunion préfectorale du 13 mars 2024, l'exploitant s'est engagé à réaliser les travaux demandés précédemment par l'Administration.
Type de suites proposées : maintien de l'étude hydrogéologique précédemment prescrite par arrêté préfectoral de mise en demeure

Planches photographiques

Annexe 1

aménagements réalisés en urgence fin décembre 2023,
afin de préserver le bâti, et le stockage des engrais



Annexe 2

clichés du 12 mars 2024 indiquant le niveau de l'eau



Bâtiments préservés de la montée des eaux

